

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 08/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/01/2024

Contexte et constats

Publié sur 

2B RECYCLAGE

Lieu-dit Misengrain
Noyant la Gravoyère
49520 Segré-en-Anjou Bleu

Références : N3-2024-27-RapportInspection
Code AIOT : 0006304774

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/01/2024 dans l'établissement 2B RECYCLAGE implanté 8 Rue Pierre et Marie Curie ZAC de la Noë Bachelon 44430 LE LOROUX BOTTEREAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite conduite dans le cadre du suivi d'une mise en demeure de 2021 prise à l'encontre de l'ancien exploitant (société BLANCHARD TP), liquidé en 2022. L'établissement a été repris par la société 2B RECYCLAGE qui a engagé des travaux conséquents, toujours en cours de réalisation, avant de remettre le site en service à sa pleine capacité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 2B RECYCLAGE
- 8 Rue Pierre et Marie Curie ZAC de la Noë Bachelon 44430 LE LOROUX BOTTEREAU
- Code AIOT : 0006304774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site comprend un centre de tri-transit et traitement de déchets non dangereux et de déchets du BTP ainsi qu'une déchetterie professionnelle.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Suivi des travaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Risque incendie	AP de Mise en Demeure du 20/08/2021, article 1	Sans objet	Sans objet
3	Confinement des eaux d'incendie	AP de Mise en Demeure du 20/08/2021, article 4	Sans objet	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Pollution des eaux	AP de Mise en Demeure du 20/08/2021, article 3	Sans objet	Sans objet
4	Gestion de la consommation d'eaux	Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 5.1	Sans objet	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En raison de l'ampleur des travaux de remise en état, sous-estimée à l'origine, toutes les non-conformités qui avaient justifié la mise en demeure du 20/08/21 n'ont pu être levées dans le délai initialement accordé au 31/10/2022.

A noter que depuis la reprise du site par la société 2B RECYCLAGE, les déchets non dangereux (DIB en vrac) laissés en grande quantité par l'exploitant précédent ont été enlevés, le dispositif de traitement des eaux du rotoluve a été installé, les quantités de bois présentes sur site ont été réduites et le stock historique de déchets inertes, également laissé par l'exploitant précédent, est progressivement résorbé. Des améliorations importantes sont en cours de construction (imperméabilisation de toutes les zones de manipulation des déchets non dangereux dont la future déchetterie professionnelle), remplacement de tous les réseaux d'eaux pluviales et installation d'un séparateur d'hydrocarbures pour leur traitement.

Il reste à construire le bassin de confinement des eaux d'incendie que l'exploitant avait souhaité intégrer à une étude plus large de gestion des eaux de l'établissement qui aurait réévalué les fonctionnalités de la zone de régulation des eaux pluviales.

La quasi-absence de données d'entrées disponibles (études initiales de la construction de la ZAC), n'ayant pas permis de la conduire, l'exploitant a proposé de construire un bassin de confinement des eaux d'incendie d'un bassin de 800 m³ dont l'emplacement fait l'objet de discussions engagées avec la collectivité.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 20/08/2021, art. 1
Thème(s) : Risques accidentels, réduction des dépôts de matières combustibles
Prescription contrôlée – [...] Réalisation d'emplacements spécifiques et de séparation des stockages de palettes, bois d'oeuvre, bois de démolitions et bois végétaux [...]
<p>Constats – L'objectif recherché était la séparation des catégories de bois en dépôts de taille limitée pour réduire les risques de propagation et l'ampleur d'un incendie. Les constats faits au cours de la visite de 2022 avaient permis de relever une amélioration de la situation mais les dépôts de bois restaient encore trop proches, voire au contact, les uns des autres.</p> <p>Depuis la reprise de l'établissement, au mois de juillet 2022, la société 2B RECYCLAGE déclare avoir un rythme ralenti d'exploitation, limité aux volumes provenant d'acteurs locaux vis-à-vis desquels l'exploitant souhaite conserver des liens commerciaux dans la perspective de son redémarrage. En effet, le niveau de fonctionnement de l'établissement est de l'ordre de 20% de sa capacité potentielle, en termes de chiffre d'affaires, pour permettre l'exécution des travaux de modernisation. Pour preuve, le rapport annuel de 2022 laisse apparaître un volume de total des bois réceptionnés d'environ 640 tonnes (3 200 m³), dont plus de 90% de bois A, de 13 tonnes de déchets verts et de 4 tonnes de DIB en mélange.</p> <p>Les travaux, actuellement engagés, qui concernent principalement la partie déchetterie professionnelle, réception et tri des bois et des déchets non dangereux (DIB), portent sur le remplacement de tous les réseaux d'évacuation des eaux pluviales, la construction de dalles béton pour accueillir l'intégralité des activités exercées et l'installation de 2 ponts bascules.</p> <p>Pour mener ces constructions, l'exploitant déplace les dépôts de bois liés à ses activités résiduelles au gré des travaux à réaliser. Les constats faits au cours de cette visite montrent la présence de matières combustibles en quantité limitée mais dont les conditions d'entreposage ne respectent pas les règles de maîtrise de la propagation d'un sinistre. En particulier, les dépôts sont trop proches les uns des autres et les volumes entreposés dépassent les murs de séparation en béton.</p> <p>Même si ce nouveau constat n'est pas directement lié à la disposition de l'arrêté de mise en demeure référencée, en termes de quantités stockées et de positionnement au sein de l'établissement, il n'en demeure pas moins qu'il constitue une non conformité aux objectifs recherchés de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant a indiqué que cette situation résulte des travaux de modernisation engagés qui seront achevés dans quelques semaines, dès le séchage de toutes les dalles construites.</p> <p>L'inspection des installations demande à l'exploitant de procéder sans délai à l'ilotage des dépôts de bois, notamment en prélevant les matières à traiter ou à évacuer au niveau de la séparation des tas.</p>
Observations – L'exploitant a déclaré que le montant des investissements de modernisation engagé pour cette tranche de travaux avoisine 750 000 €.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 20/08/2021, art. 3
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux
Prescription contrôlée : Mise en place d'un décanteur – séparateur d'hydrocarbures pour le traitement des eaux provenant du rotoluve.

<p>Constats – Le traitement des eaux de lavage des roues de camions quittant le site (rotoluve) prescrit par l'art. 3 de l'arrêté de mise en demeure du 20/08/2021 a été installé en février 2023 comme annoncé par l'exploitant au cours de l'inspection 2022. Il s'agit d'un décanteur – séparateur d'hydrocarbures, ce qui répond à la prescription. Le suivi des rejets de cet équipement figurera dans la rapport annuel 2023.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique avoir programmé l'installation d'un autre séparateur d'hydrocarbures pour traiter les eaux pluviales de la zone de déchets combustibles qui, au terme des travaux de modernisation engagés, sera entièrement imperméabilisée. Elle comprendra plusieurs dalles profilées en forme de diamant dont les regards de collecte seront équipés de paniers de récupération de macro déchets, ce qui évitera d'encombrer inutilement les réseaux et l'ouvrage de traitement. Ce dernier sera installé au cours des prochaines semaines.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Confinement des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 20/08/2021, art. 4
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Prescription contrôlée – Mise en place d'un dispositif de confinement des eaux d'extinction
<p>Constats – Au cours de l'inspection, l'exploitant a présenté un bilan des travaux réalisés et restant à faire afin de remettre l'établissement dans un état satisfaisant de fonctionnement. Leur ampleur explique le très faible niveau d'activité actuel du site, évoqué au point de contrôle n°1, ainsi que l'allongement des délais de remise en service. Aussi, les échéances de l'arrêté de mise en demeure du 20/08/2021, prolongées jusqu'au 31/10/22, à la suite de la reprise du site par 2B RECYCLAGE n'ont pas pu être toutes tenues.</p> <p>A date, seul le bassin de confinement des eaux d'incendie reste à construire. En 2022, l'exploitant avait prévu d'intégrer sa conception et son dimensionnement dans une étude globale relative à la gestion des eaux de l'ensemble du site avec le soutien de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne à qui un dossier de demande de subvention avait été adressé. En particulier, cette étude devait permettre de réévaluer les fonctionnalités de la zone de régulation des eaux pluviales de la ZAC imbriquée dans le site. Dès son lancement, il est apparu que très peu de données d'entrées (hypothèses de dimensionnement des équipements de la ZAC dont les zones de régulation) étaient disponibles, ce qui n'a pas permis de conclure quant aux fonctionnalités effectives de la zone de régulation sauf à reprendre l'intégralité de la gestion des eaux de la ZAC.</p> <p>Considérant cette situation, 2B RECYCLAGE a dimensionné un bassin de confinement des eaux d'incendie dont le volume est estimé à 800 m³, pour tenir compte du niveau d'activités de la plate-forme de déchets combustibles en fonctionnement normal. L'exploitant indique que la localisation de cet ouvrage reste suspendu à la décision de la collectivité puisque son implantation est actuellement prévu à l'intérieur de la zone de régulation, pour des questions techniques et d'occupation de surfaces.</p> <p>Sa construction est annoncée pour le mois d'avril.</p> <p>L'inspection des installations classées considère que le bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie devra être opérationnel pour la reprise d'activité de l'établissement au nominal de sa capacité. Si sa construction est réalisée sur une emprise appartenant à la collectivité, cette dernière devra avoir donné son accord.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Gestion de la consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/07/2022, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée : Gestion de la consommation d'eaux
<p>Constats – Exception faite des eaux sanitaires consommées par les salariés, les seules consommations d'eau résultent des besoins du rotolue, des rabattements de poussières lors des campagnes de concassage des matériaux inertes (en moyenne deux fois par an) et de l'arrosage des pistes pendant la saison sèche.</p> <p>L'ordre de grandeur de cette consommation d'eaux brutes (année non terminée) est de l'ordre de 320 m³ fournie par l'association syndicale des maraîchers nantais de la Divatte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet